

ANALYSE ET GÉOGRAPHIE DES PARRAINAGES EN FAVEUR DES DIFFÉRENTS CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE

Jérôme Fourquet

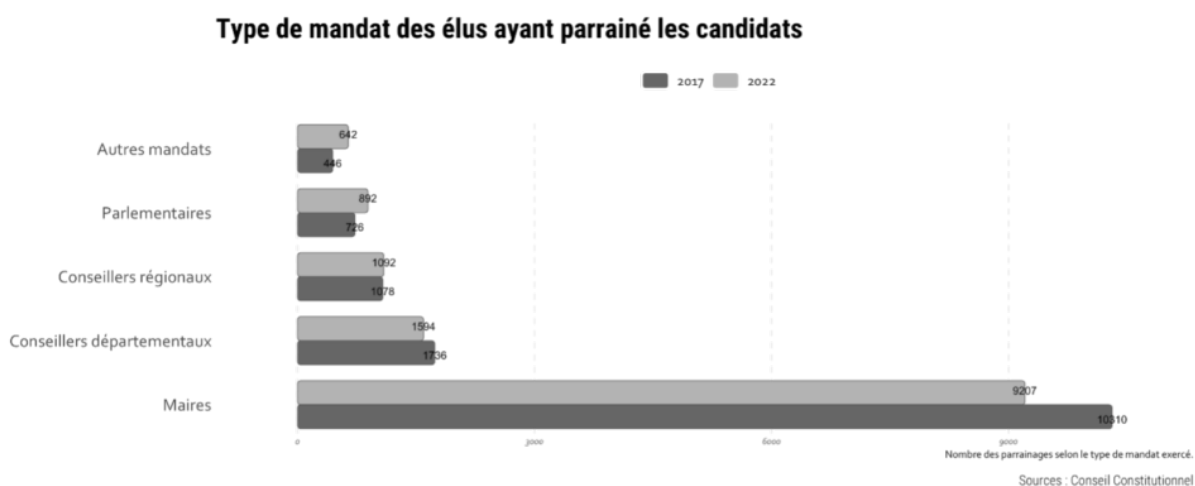
12/03/2022

Après l'officialisation par le Conseil constitutionnel, le 7 mars dernier, de la liste des 12 candidats aptes à se présenter à l'élection présidentielle après avoir réuni les 500 parrainages d'élus nécessaires, Jérôme Fourquet livre une analyse sociologique et géographique des différents parrainages accordés.

Cette année, la question des parrainages a occupé la campagne électorale plus encore que lors des scrutins présidentiels précédents. Plusieurs candidats ont en effet rencontré des difficultés dans la collecte des précieux paraphe. Mais par-delà ces cas particuliers, l'analyse des données publiées par le Conseil constitutionnel montre une diminution globale du nombre d'élus ayant parrainé un candidat, qui est passé de 15 517 en 2017 à 14 796 cette année, soit une érosion de près de 9%. Cette attrition n'a pas été le fait des parlementaires ou des conseillers régionaux, puisque dans ces catégories de mandats, les plus politiques ou partisans, le nombre de parraineurs a même légèrement augmenté par rapport à 2017. Comme l'illustre le graphique suivant, l'érosion est en revanche réelle parmi les conseillers départementaux (-8%) et plus encore parmi les maires qui ont été cette année 1 603 de moins qu'en 2017 à accorder leur parrainage, soit un recul de 15% du nombre de signataires. Quand on affine l'analyse selon la taille de la commune, on constate que le nombre de parrainages est demeuré stable parmi les maires de communes de plus de 10 000 habitants, qui sont pour la plupart encartés.

La baisse s'établit à près de 8% pour les maires de communes de 2 à 10 000 habitants, mais elle atteint des proportions beaucoup plus importantes auprès des maires des communes de moins de 2 000 habitants qui ont été 15% de moins à parrainer un candidat cette année, soit un déficit de plus de 1 100 maires. De la même manière qu'une part croissante des électeurs s'abstient et pratique la grève des urnes, une proportion significative des « petits » maires a manifestement

praticué la grève du stylo, marquant là leur distance avec le monde politique national et/ou leur mécontentement face à la non prise en compte des difficultés rencontrées dans leur commune au quotidien. Si les élus « d'en haut » (parlementaires, maires des villes grandes ou moyennes, conseillers régionaux) continuent de jouer le jeu des parrainages, une part significative des élus « d'en bas », pour reprendre une terminologie raffarinienne, se sont retirés sur l'Aventin.

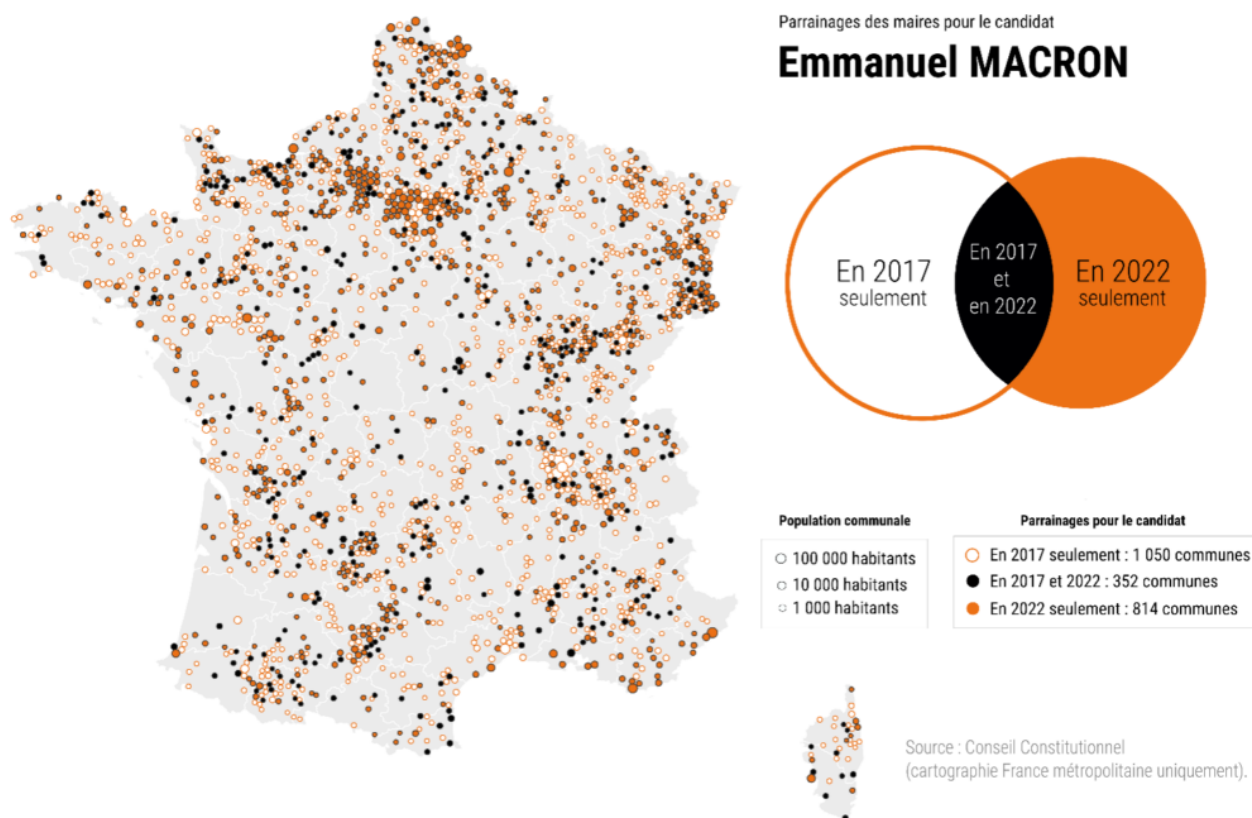


Le sortant Emmanuel Macron a bénéficié d'un réflexe légitimiste

La grève du stylo a manifestement d'abord frappé les représentants des deux partis incarnant « l'ancien monde ». Par rapport au nombre des parrainages recueillis par leur prédécesseur respectif en 2017, Valérie Pécresse et Anne Hidalgo accusent en effet un déficit de près de 30%, ce qui est considérable. Emmanuel Macron n'a lui pas été touché par l'érosion de son nombre total de parrainages puisqu'il en compte 2 098 cette année contre 1 829 en 2017. Le fait qu'il soit président sortant a sans doute favorisé un réflexe légitimiste auprès de certains élus locaux. De la même manière, et autre conséquence de son statut de sortant, LREM compte désormais un groupe parlementaire très fourni (principalement à l'Assemblée nationale), 364 députés¹ et sénateurs ayant soutenu le président, alors qu'en 2017 le candidat Macron, à l'époque outsider, avait obtenu beaucoup moins de paraphes parmi les parlementaires (seulement 68 députés et sénateurs). On notera qu'assez logiquement, c'est chez Emmanuel Macron que la proportion de parlementaires parmi les parraineurs est la plus élevée (19% contre 10% seulement pour Valérie Pécresse, par exemple LR étant l'autre parti, avec LREM, à disposer de groupes parlementaires importants²).

La carte des maires l'ayant parrainé en 2017 et/ou 2022 fait apparaître par ailleurs que certaines figures de la macronie ont joué de leur influence pour stimuler les parrainages dans leur territoire

d'implantation respectif. L'Eure, où ont été élus Bruno Le Maire, Sébastien Lecornu, mais aussi l'influent député Bruno Questel, se distingue ainsi par une collecte de signatures de maires bien plus importante qu'en 2017. Il en va de même dans les Yvelines, dont Aurore Bergé est députée, dans le Haut-Rhin, dont la ministre Brigitte Klinkert a présidé le conseil départemental, ou bien encore dans les Vosges voisines, où le ralliement à Emmanuel Macron du maire et du président de la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, David Valence (Parti radical valoisien), s'est traduit par une augmentation significative du nombre de parrainages par rapport à 2017.

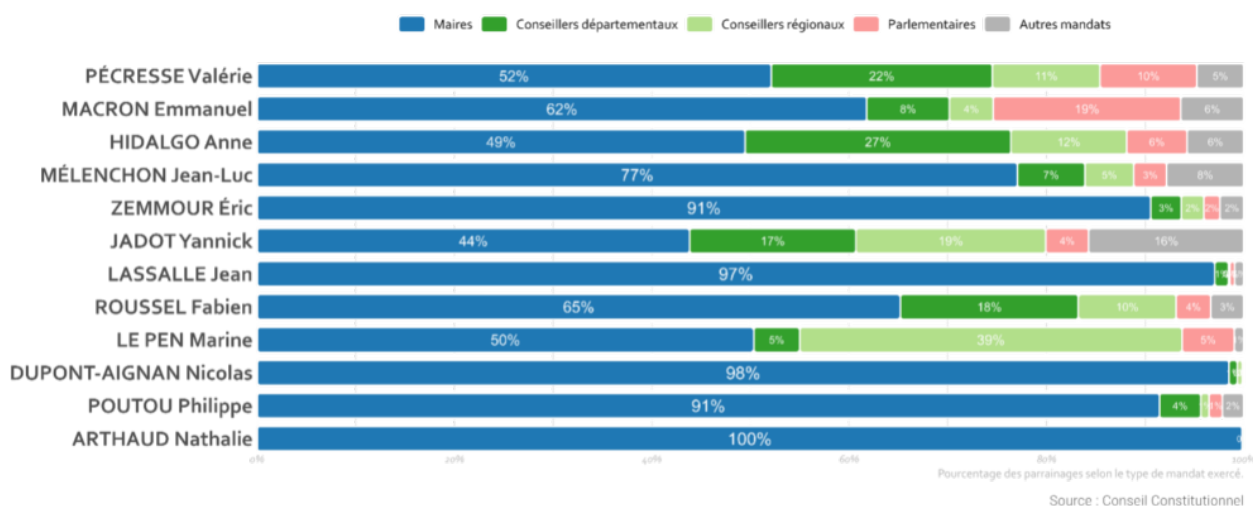


Mais dans bon nombre de territoires, la carte d'évolution montre également que de multiples parrainages manquent à l'appel par rapport à 2017, comme si l'attrait qu'Emmanuel Macron avait su susciter auprès de nombreux petits élus de terrain était retombé au terme de cinq ans d'exercice du pouvoir. Dans certains départements, l'évaporation des parrainages s'explique sans doute en partie par la disparition (décès ou retrait de la vie politique) de certains barons locaux, qui à l'époque avaient mis leur réseau au service du jeune candidat d'En Marche !. Ce fut le cas par exemple dans les Hautes-Pyrénées avec la figure radicale de gauche François Fortassin, dans l'agglomération montpelliéraine avec Philippe Saurel (à l'époque maire de la ville), en Moselle avec Jean-Pierre Masseret, ancien président de la Région et à l'époque encore sénateur, ou bien encore

en Haute-Corse, où Paul Giacobbi disposait d'un réseau clientélaire hérité du clan familial. Dans d'autres territoires, la moisson des parrainages a également été moins fructueuse qu'il y a cinq ans, dénotant soit une prise de distance d'un notable local avec Emmanuel Macron et/ou d'une moindre efficacité de l'influence politique de la personnalité en question sur son fief. On peut ici citer les exemples de la région lyonnaise (terre d'élection de Gérard Collomb) ou des Alpes-de-Haute-Provence (Christophe Castaner)³.

Mais au total, la carte des parrainages d'Emmanuel Macron en 2022 se caractérise par une assez forte homogénéité territoriale, comme si le candidat du dépassement du clivage gauche/droite était bien parvenu à s'affranchir du vieux cadastre politique. Ainsi, alors que les parrainages des candidats de la droite et de la droite nationale se concentrent pour l'essentiel dans le quart nord-est du pays et que ceux de Jean-Luc Mélenchon et d'Anne Hidalgo sont sur-représentés dans le Sud-Ouest, le président sortant apparaît beaucoup plus « tout terrain ». Il compte ainsi un nombre important de parrainages tant en Bretagne sociale-démocrate ou dans le Sud-Ouest rose que dans les départements conservateurs de l'Est intérieur ou du littoral provençal. Son positionnement politique transpartisan et son statut de président sortant lui ont de surcroît permis de rallier des maires sans étiquette, présents un peu partout sur le territoire.

Type de mandat des élus ayant parrainé les candidats



Au global, les maires ont constitué 62% des parraineurs d'Emmanuel Macron (contre seulement la moitié de ceux de Valérie Pécresse ou d'Anne Hidalgo). Le président sortant s'est ainsi appuyé à la fois sur des troupes parlementaires fournies et sur les maires, la proportion de paraphe provenant de conseillers régionaux et départementaux n'étant chez lui que de 12%, quand elle atteint respectivement 33% et 39% chez Valérie Pécresse et Anne Hidalgo. Alors que les représentants du « vieux monde » disposent encore de nombreux élus régionaux et départementaux, la jeune LREM, peu implantée dans les territoires, n'a guère pu mobiliser de conseillers régionaux et

départementaux. *A contrario*, le statut de sortant, notamment dans un contexte de crise (pandémie, guerre en Ukraine), lui a permis de jouer sur un réflexe légitimiste auprès d'une partie des maires, ce phénomène venant compenser le déficit d'enracinement du parti macroniste sur le terrain. Alors que le rythme d'arrivée des parrainages était en baisse depuis début février avec 424 signatures nouvelles enregistrées le 3 février, puis 124 le 10 février, 85 le 17 février et seulement 81 le 24 février (jour du début de l'invasion russe en Ukraine), Emmanuel Macron a vu affluer 189 paraphes le 3 mars puis encore 124 signatures supplémentaires pour la seule journée du 4 mars, ce regain de soutiens s'expliquant sans doute par la brutale dégradation de la situation internationale, provoquant un effet de « ralliement autour du drapeau » chez une partie des maires.

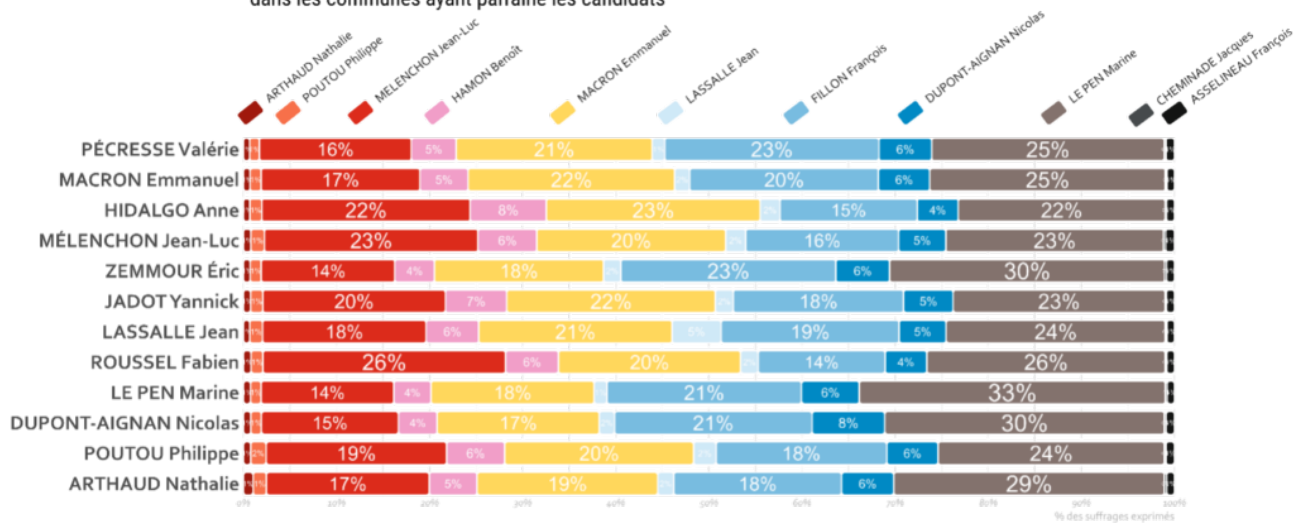
Le Pen et Zemmour : concurrence et spécificités des soutiens respectifs

Du fait de son faible réseau de maires et d'un nombre de députés très limité, Marine Le Pen s'était d'abord appuyée en 2017 sur les conseillers régionaux et départementaux, que le RN était parvenu à faire élire en nombre lors des élections locales de 2015. Le fait que les départementales aient eu lieu en mars 2015, deux mois après les attentats contre *Charlie-Hebdo* et *L'Hyper Casher*, et que le scrutin régional se soit déroulé quelques semaines seulement après les attentats du 13 novembre, s'était traduit par une poussée électorale pour le parti frontiste, qui avait engrangé pas moins de 62 conseillers départementaux et 358 conseillers régionaux, étiage jamais atteint à ce jour. À l'issue des scrutins départementaux et régionaux de juin dernier en demi-teinte pour le RN, ce confortable matelas d'élus locaux s'est sensiblement rétracté, puisque le parti a perdu 36 sièges de conseillers départementaux et pas moins de 106 de conseillers régionaux. Cette perte sèche a bien entendu pesé sur la campagne de parrainages et rendu beaucoup plus difficile la collecte des paraphes, qui ont dû davantage être obtenus en priorité auprès des maires⁴, dont très peu sont encartés au RN (alors que d'autres partis, y compris moins puissants électoralement comme le Parti socialiste ou le PC, disposent eux d'un réseau de maires adhérents important).

Difficulté supplémentaire, Marine Le Pen a subi la concurrence d'Éric Zemmour, dont les militants ont visé en priorité le même vivier de maires ayant une sympathie avec les idées de la droite nationale et/ou administrant des communes à fort vote RN. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, la candidate du RN obtenait ainsi en moyenne un score de 33% dans les communes dont le maire a parrainé cette année Marine Le Pen et de 30% dans celles dont le maire a opté pour Éric Zemmour.

Score moyen au 1er tour de l'élection présidentielle 2017

dans les communes ayant parrainé les candidats



Sources : Conseil Constitutionnel, Ministère de l'Intérieur.

Autre similitude, le poids des petites communes (moins de 500 habitants) est très élevé et quasi identique parmi les parraineurs des deux candidats : 66% pour Éric Zemmour et 69% pour Marine Le Pen. La cartographie des signatures présente également certaines ressemblances, avec des paraphe pour les deux candidats émanant en priorité du quart nord-est du pays (zone qui vote traditionnellement le plus pour le FN/RN) et une quasi-absence en Bretagne et dans le Massif central. La carte des parrainages en faveur de Nicolas Dupont-Aignan présente également les mêmes contours, avec donc une concurrence très âpre entre ces trois candidats dans le nord-est du pays.

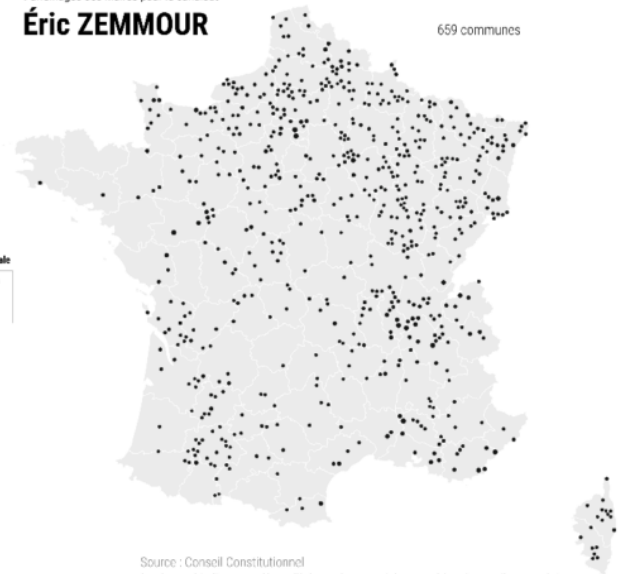
Parrainages des maires pour la candidate
Marine LE PEN

307 communes



Parrainages des maires pour le candidat
Éric ZEMMOUR

659 communes



Population communale
 ○ 100 000 habitants
 ○ 10 000 habitants
 ○ 1 000 habitants

Source : Conseil Constitutionnel
(cartographie France métropolitaine uniquement, hors maires d'arrondissements).

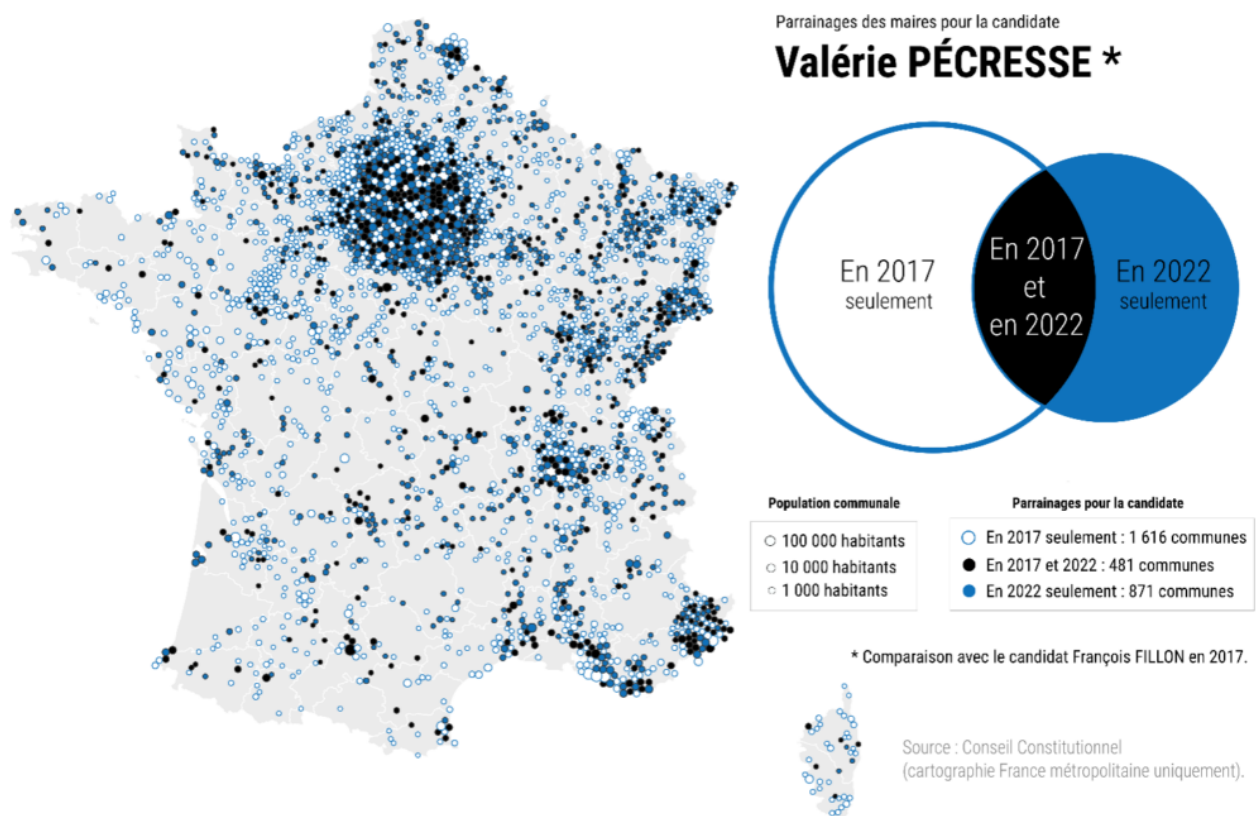
Si la forte audience électorale de la droite extrême dans cette vaste région y explique en bonne partie la concentration des parrainages en faveur de ces candidats, un facteur de nature géographique rentre également en ligne de compte. Le quart Nord-Est correspond en effet à la zone marquée par l'agriculture pratiquée en *openfield* et présentant un habitat groupé, ce qui a influé historiquement sur l'architecture de la trame paroissiale puis communale. Dans cette zone d'habitat groupé au nord de la Seine, le semis de communes est extrêmement dense (613 communes dans la Marne, 772 dans la Somme ou bien encore 805 dans l'Aisne), alors que le maillage est beaucoup plus lâche dans les régions de bocage et/ou d'habitat dispersé de l'Ouest (seulement 249 communes dans le Morbihan et 254 en Mayenne) ou du sud du Massif central (246 communes dans le Cantal ou 285 dans l'Aveyron, par exemple). Parallèlement à l'orientation électorale des différentes régions, la densité de communes a également eu un effet sur la physionomie de la carte des parrainages en faveur des candidats de la droite extrême, qui ont mécaniquement pu collecter davantage de paraphes dans les départements comptant le plus de communes. Les communes rurales des régions d'habitat groupé du Nord-Est sont, de surcroît, souvent moins peuplées et moins pourvues en commerce de proximité⁵ que dans le Grand Ouest, ce qui contribue à y nourrir davantage qu'ailleurs un sentiment de déclin, d'abandon et d'isolement⁶, terreau propice au discours porté par ces candidats.

On notera cependant qu'Éric Zemmour est parvenu à obtenir un nombre non négligeable de parrainages dans une zone courant de la Charente-Maritime au Gers, soit une région électoralement favorable au RN, mais où les maires rechignaient à soutenir Marine Le Pen. On observe le même phénomène dans la grande périphérie lyonnaise (Ain, Beaujolais et le nord de l'Isère). Le candidat de Reconquête a non seulement obtenu plus de parrainages au total que Marine Le Pen (741 contre 622), mais l'écart est considérable pour ce qui est des maires (674 contre 311, les paraphes en faveur de Marine Le Pen venant, on l'a vu, principalement des conseillers régionaux RN⁷). Alors que la candidate frontiste s'est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de dédramatisation, elle peine donc toujours à rallier le parrainage des maires. Son rival a manifestement rencontré moins de difficultés auprès de cette catégorie d'élus, notamment dans les petites communes rurales et ce dans de nombreuses régions, alors que la zone de « recrutement » de Marine Le Pen était nettement moins étendue.

Valérie Pécresse soutenue par l'appareil LR et les élus franciliens

Par rapport à François Fillon en 2017, Valérie Pécresse a collecté près de 30% de parrainages de moins. Ces pertes disent à la fois l'affaiblissement de l'appareil des Républicains sur le terrain, mais aussi le changement de statut du candidat. En 2017, lors de la phase de collecte des parrainages, le candidat de la droite apparaissait comme étant en mesure de se qualifier facilement pour le second tour, ce qui n'est plus le cas cinq ans plus tard. La carte comparée des parrainages de 2017 et 2022 est par ailleurs instructive. Alors que la Sarthe et les départements limitrophes s'étaient puissamment mobilisés pour le candidat du cru en 2017, Valérie Pécresse y fait assez logiquement moins recette. Mais les pertes sont également sensibles en Vendée, dans le Morbihan, en Alsace ou dans les Savoie. On peut faire l'hypothèse que dans ces départements économiquement bien portants et politiquement assez modérés, une bonne partie des élus locaux de droite n'a pas été insensible aux sirènes du macronisme. On constate de la même façon que dans la région bordelaise, marquée par l'empreinte juppéiste comme dans la Haute-Normandie, fief d'Édouard Philippe, les parrainages de maires sont nettement moins nombreux qu'en 2017. Valérie Pécresse surclasse en revanche son prédécesseur dans sa région d'Île-de-France, qui apparaît comme son principal gisement de signatures. La candidate a également bénéficié de la mobilisation de certains fiefs des Républicains comme les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la région lyonnaise ou bien encore le Territoire de Belfort ou le Haut-Doubs. Si elle enregistre par rapport à 2017 des parrainages supplémentaires en Moselle et Meurthe-et-Moselle, ainsi que dans la région de Brive, où elle a des attaches, la carte de ses parrainages obtenus auprès des maires fait apparaître une très forte concentration sur la région-capitale et sur quelques bastions, mais un maillage beaucoup plus déficient sur des pans entiers du territoire et principalement sur la moitié ouest du pays.

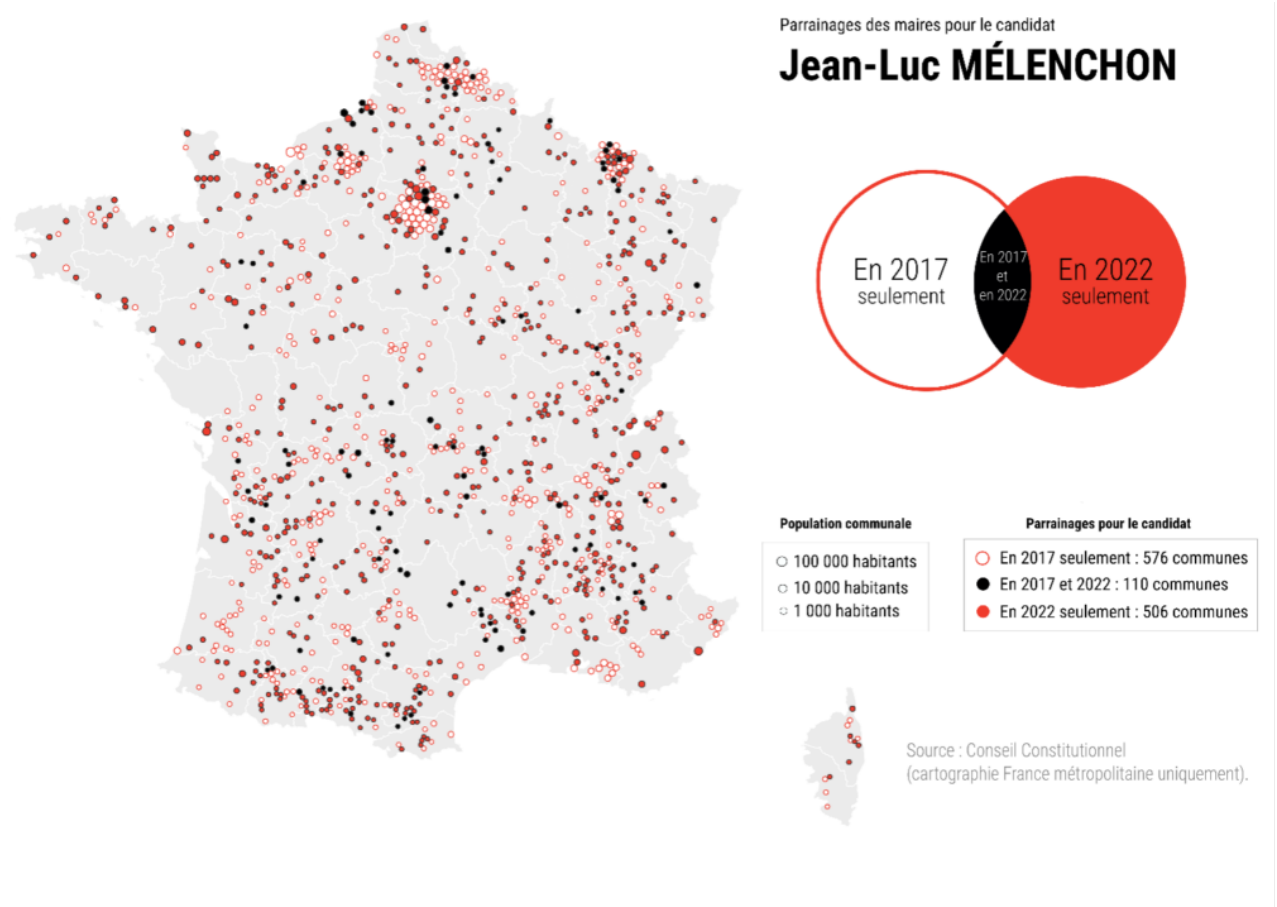
L'analyse des données du Conseil constitutionnel nous montre par ailleurs qu'à l'instar de ce que l'on observe dans les enquêtes d'intention de vote, Valérie Pécresse a également été soumise à une double concurrence sur ses deux flancs pour la collecte des parrainages. Si 481 communes dont le maire avait signé pour François Fillon en 2017 ont réitéré ce geste en faveur de la candidate LR cette année, 89 communes « fillonistes » en 2017 ont vu leur maire parrainer Éric Zemmour en 2022 et 82 Emmanuel Macron.



Jean-Luc Mélenchon est parvenu à collecter ses parrainages en se passant du soutien du PC

Avec 805 parrainages, en 2017, Jean-Luc Mélenchon avait franchi haut la main la barre des 500 signatures. Cinq ans plus tard, la récolte s'établit finalement à 906 parrainages au terme d'une campagne de collecte difficile. Les difficultés rencontrées renvoient sans doute à une altération partielle de l'image et de la présidentialité de Jean-Luc Mélenchon auprès des élus locaux. Mais il faut aussi y avoir un impact direct de la candidature de Fabien Roussel, qui a bénéficié de la mobilisation de ce qui reste du réseau d'élus locaux patiemment construit par le PC au fil du temps. Même si le communisme municipal n'est plus que l'ombre de ce qu'il était il y a quelques décennies,

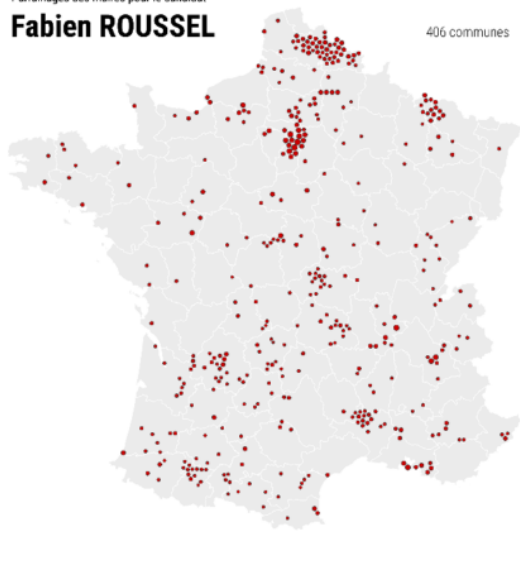
le parti de la place du Colonel-Fabien compte encore dans ses rangs un nombre significatif de maires, dont les paraphe ont manqué au représentant des « insoumis ». La carte fait ainsi apparaître de significatives pertes de signatures dans les vieux fiefs communistes. C'est très net dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, dans la Lorraine sidérurgique, la vallée de la Seine, la banlieue rouge francilienne, les anciens bassins charbonniers de la Loire et d'Alès ou bien encore dans les agglomérations marseillaise ou tarbaise.



La géographie des pertes de parrainages de Jean-Luc Mélenchon entre 2017 et 2022 constitue de fait le négatif, au sens photographique du terme, de la carte des maires ayant signé pour Fabien Roussel. Plus globalement, cette carte des soutiens à Roussel met au jour les traces et les survivances de la vieille matrice communiste sur notre territoire. Aux zones précédemment citées, on peut ajouter, en milieu urbain, la périphérie grenobloise ou l'agglomération de Creil dans l'Oise et les vieilles terres marquées par le communisme rural : le Bourbonnais dans l'Allier, les campagnes corréziennes, périgourdines et landaises ou bien encore la façade orientale du Puy-de-Dôme, qui correspond au fief d'André Chassaigne, député communiste de la 5^e circonscription de ce département.

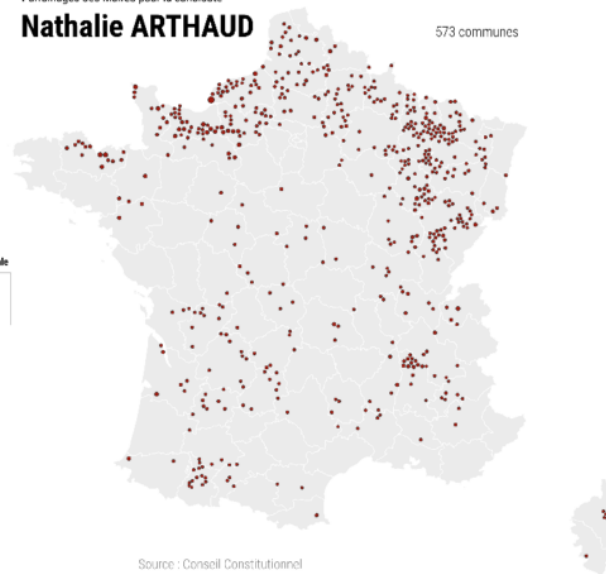
Parrainages des maires pour le candidat
Fabien ROUSSEL

406 communes



Parrainages des maires pour la candidate
Nathalie ARTHAUD

573 communes

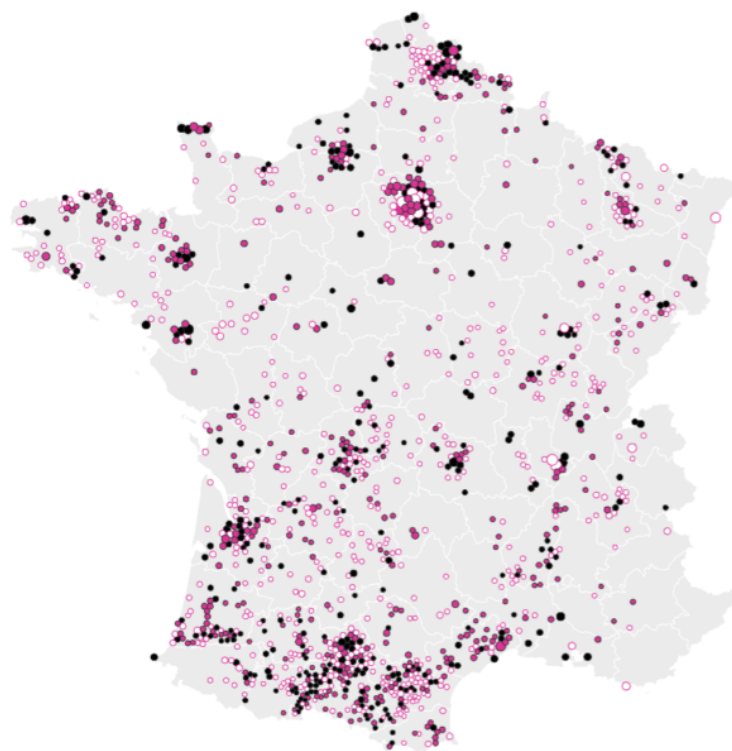


Nathalie Arthaud, représentante de Lutte ouvrière, organisation concurrente du PC, ne s'est pas appuyée sur la même géographie. Alors que la carte des parrainages de Fabien Roussel est structurée par l'histoire (survivance de l'implantation du PC), celle de Nathalie Arthaud l'est davantage par la sociologie. Les signatures en faveur de la candidate de LO se concentrent en effet sur un vaste croissant, qui court du Calvados au Jura en passant par la Haute-Normandie, les Hauts-de-France, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et le Doubs, et qui correspond à la présence de ce qui reste d'un prolétariat industriel dans notre pays.

Anne Hidalgo fragilisée par l'affaiblissement du maillage socialiste et par son statut de maire de Paris

En 2017, Benoît Hamon avait recueilli 2 039 parrainages. Cinq ans plus tard, la candidate du Parti socialiste n'en a collecté que 1 440, soit une baisse de 30%. On mesure à ces chiffres à la fois la perte d'influence et d'audience du Parti socialiste dans le pays, mais également l'affaiblissement de l'appareil socialiste. Le parti d'Olivier Faure conserve certes un certain maillage d'élus, comme on a pu le voir aux élections municipales, départementales et régionales de 2020 et 2021, mais les troupes militantes ont fondu comme neige au soleil. Lors du congrès de Poitiers en 2015 (le dernier congrès ayant eu lieu avant l'élection présidentielle de 2017), 59 000 adhérents avaient voté pour

élire le premier secrétaire du parti. Ils n'étaient plus que 22 000 à faire de même au congrès de Villeurbanne, en fin d'année dernière. Cette hémorragie des forces vives du parti a des effets mécaniques en termes de parrainages. D'une part, le Parti socialiste dispose de moins de militants pour battre la campagne et organiser la collecte des signatures sur le terrain et, d'autre part, parmi les adhérents qui ont rendu leur carte, on compte aussi bon nombre de petits élus locaux, qui, par conséquent, manquent cette année à l'appel dans la liste des parrainages. À cette atrophie du vivier de « petits maires » qui se sont éloignés du Parti socialiste, s'ajoute manifestement le fait que la candidate soit la maire de Paris, profil dans lequel certains maires ruraux ou de petites communes de province ont du mal à s'identifier. Dans un vieux bastion du socialisme rural comme l'Aude, plus d'une trentaine de communes dont le maire avait parrainé Benoît Hamon en 2017 manquent à l'appel. Même situation dans la Nièvre mitterrandienne ou dans le Lot ou la Dordogne radical-socialistes (plus d'une dizaine de communes parraineuses en 2017 font défection dans chacun de ces départements). À l'inverse, la carte fait ressortir une bonne résistance et même une augmentation du volume de parrainages dans plusieurs grandes agglomérations. C'est le cas bien entendu à Paris (où Anne Hidalgo joue « à domicile »), mais également dans les agglomérations rouennaise, nantaise, bordelaise, clermontoise et montpelliéraine. Cela s'explique en partie par la présence active dans l'équipe d'Anne Hidalgo de certains édiles de ces grandes villes : Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, Nathalie Appéré, maire de Rennes, Olivier Bianchi, maire de Clermont-Ferrand, ou bien encore Michaël Delafosse à Montpellier.



Parrainages des maires pour la candidate

Anne HIDALGO *



Population communale

- 100 000 habitants
- 10 000 habitants
- 1 000 habitants

Parrainages pour la candidate

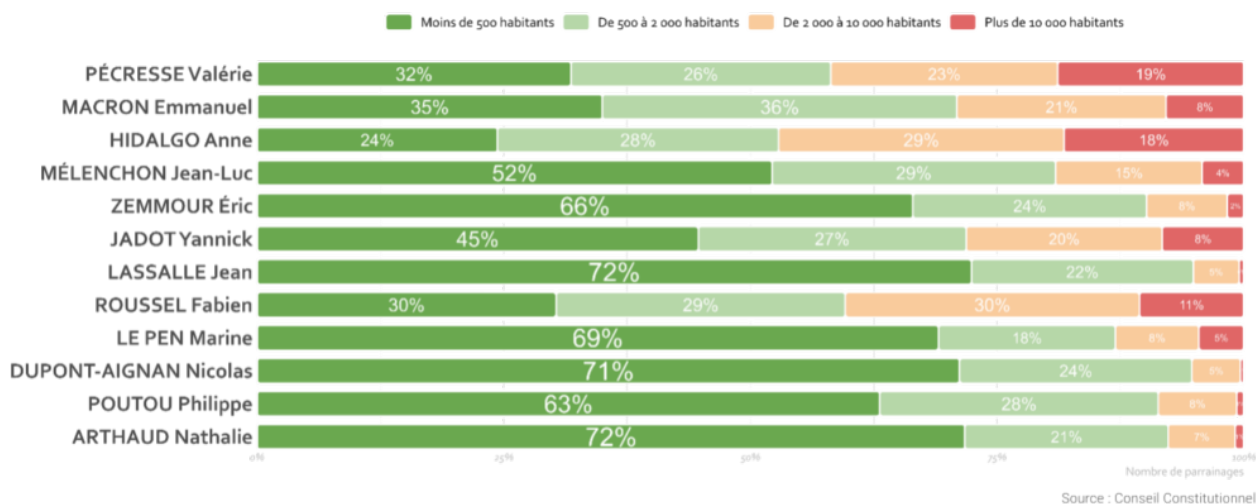
- En 2017 seulement : 618 communes
- En 2017 et 2022 : 318 communes
- En 2022 seulement : 384 communes

* Comparaison avec le candidat Benoît HAMON en 2017.

Source : Conseil Constitutionnel
(cartographie France métropolitaine uniquement).

Mais plus globalement, la carte de l'évolution des parrainages entre 2017 et 2022 nous montre que le Parti socialiste, désormais représenté par Anne Hidalgo, apparaît encore plus qu'hier comme un parti des métropoles, dans lesquels les élus de « la France périphérique », chère à Christophe Guilluy, se reconnaissent de moins en moins. Parmi les principaux candidats, Anne Hidalgo est ainsi la candidate qui affiche parmi ses maires signataires la plus faible proportion de maires de petites communes (24% de maires de communes de 500 habitants, contre 35% pour Emmanuel Macron et 32% pour Valérie Pécresse, par exemple).

Taille des communes des maires ayant parrainé les candidats



Les cas du Nord-Pas-de-Calais et de la Haute-Garonne, deux places fortes historiques du Parti socialiste, sont également intéressants à observer. Par rapport à 2017, les parrainages tiennent, voire se renforcent, dans la partie centrale des deux métropoles (lilloise et toulousaine) ainsi que dans le cœur du bastion (bassin minier pour le Nord-Pas-de-Calais et la vallée de la Garonne par la Haute-Garonne⁸). En revanche, les parrainages n'ont pas été renouvelés dans de nombreuses communes se trouvant aux marges de ces dispositifs et qui correspondent à des terroirs périurbains ou semi-ruraux.

Une sociologie des maires parraineurs homothétique de celle des différents électorats

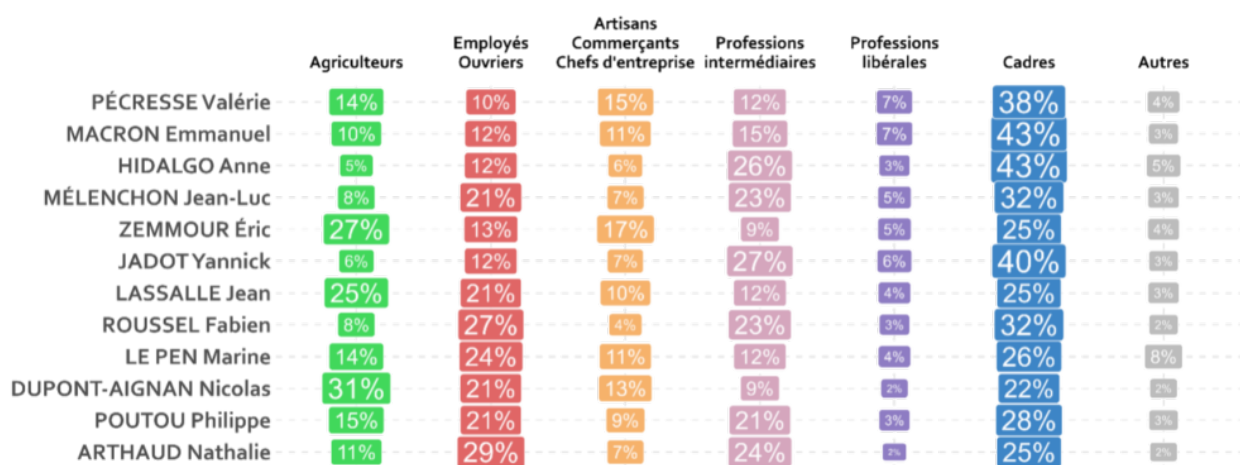
Dans un contexte marqué par une distance accrue entre les citoyens et les élus, les maires sont souvent perçus comme les représentants qui jouissent encore d'une certaine proximité avec le peuple et qui sont les moins coupés de la population. L'analyse du profil sociologique des maires ayant parrainé les différents candidats vient confirmer cette appréciation, dans la mesure où l'on retrouve parmi les maires parraineurs les mêmes caractéristiques qu'au sein de l'électorat global. Les maires ayant apporté leur paraphe à tel ou tel candidat présentent en effet le même profil sociologique que les électeurs des candidats en question et les lignes de faille socioculturelles que l'on observe dans la population globale se retrouvent de manière homothétique parmi les maires signataires.

Comme le montre le graphique suivant, les candidats des partis dits « de gouvernement » ont d'abord et massivement recruté leurs maires parraineurs parmi les cadres⁹. C'est Anne Hidalgo, dont a vu précédemment qu'elle était la « candidate des métropoles », qui affiche la proportion la plus élevée de cadres parmi ses maires parraineurs (43% à égalité avec Emmanuel Macron), suivie

de près par Yannick Jadot (40%) et Valérie Pécresse (38%). À l'inverse, la proportion des cadres parmi les maires signataires est beaucoup plus faible pour ce qui est d'Éric Zemmour (25%), Marine Le Pen (26%), Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan (25% chacun), le communiste Fabien Roussel affichant un taux de 32% de cadres, sans doute du fait du soutien de certains cadres de la fonction publique.

Répartition par type de profession des maires ayant parrainé les candidats

(catégories socio-professionnelles simplifiées, profession déclarée actuellement ou avant la retraite)



Sources : Conseil Constitutionnel, Ministère de l'Intérieur.

De manière quasi symétrique, les candidats dit « tribunitiens » ont rencontré un écho plus important parmi les maires exerçant (ou ayant exercé) un emploi d'ouvrier ou d'employé, que les candidats des partis « de gouvernement ». La part des catégories populaires s'établit ainsi à près ou plus de 25% parmi les parraineurs de Nathalie Arthaud (29%), Fabien Roussel (27%) et Marine Le Pen (24%), contre seulement 12% pour Yannick Jadot, 13% pour Anne Hidalgo et seulement 11% pour Emmanuel Macron et Valérie Pécresse. Cette proportion est également assez faible parmi les parraineurs d'Éric Zemmour (13%), dont la sociologie des soutiens diffère donc sur ce point de celle de Marine Le Pen.

Si le candidat de Reconquête ne performe guère ni parmi les cadres, ni parmi les employés et ouvriers, il affiche le plus haut taux d'artisans-commerçants et de chefs d'entreprise parmi ses parraineurs : 17%, un peu devant Valérie Pécresse (15%), mais nettement plus que parmi les soutiens de Marine Le Pen (11%). À l'instar de Nicolas Dupont-Aignan (31%) et de Jean Lassalle (25%), Éric Zemmour compte également une proportion importante d'agriculteurs et d'agriculteurs retraités parmi les maires lui ayant apporté leur signature (27% contre 14% pour Marine Le Pen). La sociologie des parrainages de l'ancien journaliste présente ainsi une certaine singularité. À l'instar des autres candidats tribunitiens, il est moins soutenu par les cadres, mais, contrairement aux candidats de la gauche de la gauche et à Marine Le Pen, il ne compense pas ce handicap par un appui marqué de la part des employés et ouvriers. Il rencontre davantage de soutiens dans les

professions indépendantes. Agriculteurs, commerçants, artisans et petits chefs d'entreprise étaient historiquement des catégories acquises à la droite traditionnelle avant qu'une fraction de cette base ne se droitise au profit de FN. Une partie du monde de la boutique et de la ferme se retrouve aujourd'hui dans le discours zemmourien, qui, dans un accent néo-poujadiste, fustige les taxes, l'administration tatillonne et l'assistanat. À l'inverse, les candidats de toutes les sensibilités de gauche (de Yannick Jadot à Nathalie Arthaud) rencontrent un écho non négligeable auprès des enseignants et surtout des professions intermédiaires, dont une part significative sont fonctionnaires. On retrouve donc ici le tropisme de gauche d'une bonne partie de la fonction publique.

1. Nous n'intégrons pas dans ce calcul les députés européens.
2. Du fait de la déconfiture du Parti socialiste aux dernières élections législatives, Anne Hidalgo ne compte, quant à elle, que 6% de parlementaires parmi ses parraineurs.
3. Le sénateur François Patriat n'a lui en revanche pas démerité avec un nombre de parrainages élevé dans son département de la Côte-d'Or.
4. Les conseillers régionaux constituent cependant toujours un gros contingent de parraineurs au RN (avec une proportion de 39% bien supérieure à celle observée dans les autres partis).
5. Voir à ce sujet « L'influence de l'isolement et de l'absence de services et de commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural », Ifop Focus n°135, 2 mars 2016.
6. On notera à ce propos que le phénomène de fusion et de regroupement de communes a été plus fréquent dans la Grand Ouest que dans le Nord-Est.
7. Type d'élus dont le tout nouveau parti zemmourien ne dispose pas.
8. Mais aussi la commune de Cintegabelle, ancien fief de Lionel Jospin, dont le maire, premier fédéral du Parti socialiste, est très actif dans la campagne d'Anne Hidalgo.
9. Les données présentées ici renvoient à l'actuelle profession des maires ou à leur ancienne profession, s'ils sont retraités.